Publication de la  Société slave de Paris.

LA POLOGNE

JOURNAL SLAVE DE PARIS,

ORGANE DES INTÉRÊTS FÉDÉRAUX
DES SLAVES DE POLOGNE, DE BOHÊME, DE HONGRIE ET D'ORIENT,
PARAISSANT TOUS LES DIMANCHES.

Prix de chaque numéro isolé. . . 10 c.

Pour Paris :

Trois mois.	1 fr. 25
Six mois.	2 50
Un an.	5 »

Pour la province et l'étranger :

Trois mois.	2 fr. 50 c.
Six mois.	5
Un an.	20

On s'abonne à la librairie de Blosse, passage du Commerce, 7, à Paris.

La Pologne s'envoie en échange de tout journal en langues slaves, française ou autres, aussitôt que la demande en est faite.

N. B. Les articles de correspondance, les demandes d'abonnement, les lettres pour la Société slave, et toutes les réclamations quelconques adressés à la Rédaction du journal, doivent être envoyés *franco* au Directeur-Gérant, Cyprien ROBERT, passage du Commerce, 7, près de l'École de Médecine, à Paris.

2e Année. — Numéro 23. — 28 Octobre 1849.

Des devoirs d'humanité

ET DE LA POLITIQUE

DE LA FRANCE ET DE L'ANGLETERRE EN HONGRIE.

Notre diplomatie prétend que tous les gouvernements de l'Europe ne forment plus qu'un conseil de famille pour décider les diverses questions d'ordre de la grande république européenne. Pourquoi donc l'infâme conduite des Autrichiens en Hongrie ne provoque-t-elle, de la part des puissances civilisées, aucune protestation? Les sanguinaires fureurs d'un monstre comme Haynau n'auront-elles aucun châtiment? Les cosmopolites d'Occident, qui n'affichent qu'indifférence pour toutes les questions de nationalité et de politique extérieure, se vantent au moins de nourrir au fond de leur âme un ardent amour du genre humain. Ces nouveaux doctrinaires sont aujourd'hui au pouvoir, à Paris, à Londres, à Berlin. Jamais plus belle occasion de faire preuve d'humanité ne s'est offerte à eux. Comment en profitent-ils?

L'Europe entière a flétri d'un juste mépris la demande d'extradition des réfugiés hongro-polonais. La France et l'Angleterre ont énergiquement soutenu la Porte dans son refus d'obtempérer à cette exigence barbare. Mais il y a à sauver, sur le sol même de la Hongrie, des vies aussi généreuses, aussi utiles pour le monde entier, que celles des réfugiés de Vidin. Parce que ces nobles proscrits attendent la mort dans les cachots de l'Autriche, ont-ils pour cela moins de titres à la protection de l'Europe? Le droit des gens et les lois sacrées de la guerre entre nations civilisées, sont violées chaque jour dans la personne de ces prisonniers avec la plus raffinée des barbaries. Les promesses solennelles d'amnistie, en vertu desquelles tant de milliers de braves officiers ont préféré déposer les armes, plutôt que de verser longtemps encore le sang de l'ennemi, sans la certitude du triomphe, ces promesses ne devaient-elles pas leur être une garantie aussi forte que le sont les frontières de Turquie pour ceux de leurs camarades qui ont eu l'heureux instinct de ne pas s'en fier aux paroles de l'Autriche? De quel droit s'acharne-t-on jusque sur les familles des suppliciés, en les réduisant, par les plus iniques spoliations, à la mendicité, malgré le texte même de la constitution autrichienne, qui déclare abolie à jamais toute confiscation des biens pour délit politique. L'Europe a incontestablement le droit de parler haut, de menacer et d'agir au besoin, pour mettre un terme à de pareilles sauvageries, et pour sauver la vie à ce qui reste encore de victimes.

N'y eût-t-il d'ailleurs que les motifs d'intérêt politique et d'équilibre européen, ils suffiraient encore pour rendre la nationalité hongroise sacrée aux yeux de l'Europe entière. Que deviendra l'Allemagne, quand l'Autriche aura écrasé dans son sein toutes les nationalités, et qu'elle commencera à peser sur les petits états allemands de tout le poids de son unité administrative et de sa centralisation, impossible tant que la Hongrie restait debout? Que deviendra la France elle-même, quand le colosse germanique ne sera plus aux bords du Rhin qu'un levier docile entre les mains de la race de Habsbourg-Lorraine, devenue elle-même l'instrument soumis du Moscovite contre l'Occident. La diplomatie occidentale devrait y penser plus sérieusement.

L'empereur Napoléon prévoyait ce sombre avenir. C'est pourquoi il entretenait avec soin, en Autriche, la distinction des nationalités. Nous n'en citerons qu'une preuve éclatante:

Vainqueur des Habsbourgs, il faisait répandre, en mai 1809, cette proclamation parmi les peuples de la Hongrie :

« Hongrois..., le Dieu qui donne la victoire, et qui punit l'ingrat et le parjure, a été favorable à mes armes. Je suis entré dans la capitale de l'Autriche et je me trouve sur vos frontières. C'est l'empereur d'Autriche, et non le roi de Hongrie, qui m'a déclaré la guerre. Par vos institutions, il n'aurait pu le faire sans votre consentement.

« ... Hongrois! le moment est venu de recouvrer votre indépendance. Je vous offre la paix, l'intégrité de votre territoire, de votre liberté et de vos institutions, soit telles qu'elles ont existé, soit modifiées par vous-mêmes, si vous jugez que l'esprit du temps et l'intérêt de vos concitoyens l'exigent. Je ne veux rien de vous, je ne désire que vous voir nation libre et indépendante. Votre union avec l'Autriche a fait votre malheur : votre sang a coulé pour elle dans des régions éloignées, et vos intérêts les plus chers ont été constamment sacrifiés à ceux de ses États héréditaires. Vous formiez la plus belle partie de son empire, et n'étiez qu'une province toujours asservie à des passions qui vous étaient étrangères. Vous avez des mœurs nationales, une langue nationale; vous vous vantez d'une illustre et ancienne origine : reprenez donc votre existence comme nation.

« ... Une paix éternelle, des relations de commerce, une indépendance assurée, tel est le prix qui vous attend si vous voulez être dignes de vos ancêtres, dignes de vous-mêmes !

« Réunissez-vous en diète nationale dans les champs de Rakosz, à la manière de vos aïeux, et faites-moi connaître vos résolutions. »

C'était là un langage vraiment français. Mais ceux qui avaient déjà, par une guerre acharnée de sept ans, restitué son empire conquis à leur *roi* Marie-Thérèse, ceux-là jurèrent encore de relever contre la France napoléonienne la dynastie tombée de Habsbourg. Les infortunés recueillent maintenant les fruits de leur aveugle dévouement. Est-ce une raison pour la France de rester sourde à leurs cris, de prendre froidement le parti du vainqueur? Jamais la raison du plus fort ne put imposer à la France.

Si notre cabinet aide les Turcs, il doit aider aussi les Hongrois. La question de Hongrie et la question de Constantinople sont intimement unies. On aura beau faire, sans la résistance énergique du Maghyar au germanisme, on n'empêchera point l'Autriche et la Russie d'inonder moralement, et de se partager enfin matériellement toute la Turquie européenne. Au nom de l'humanité, il faut intervenir pour faire cesser du moins ces boucheries humaines des cours martiales de Haynau et de ses lieutenants : et au nom de l'équilibre européen, il faut empêcher la centralisation bureaucratique autrichienne de s'établir sur les ruines du système municipal et fédératif hongrois. Ce n'est qu'à cette condition que l'intervention anglo-française pourra refouler les Austro-Russes, en proclamant le fédéralisme des nationalités comme base d'un nouvel équilibre entre l'Orient et l'Occident.

La cause polonaise jugée par les paysans et par la bourgeoisie de France.

Nous venons de traverser une année remplie de biens des vicissitudes pour les chères questions que nous avons embrassées. Tout n'est point sujet de joie pour nous dans les épreuves par lesquelles nos amis ont dû passer. Mais parmi les échecs que les Slaves ont éprouvés, il n'en est point qui nous afflige autant que l'indifférence avec laquelle la classe lettrée envisage en France la question polonaise, après l'avoir autrefois si fort exaltée. La bourgeoisie qui est pourtant la tête de la nation, mais en qui se sont vraiment incarnés tous les défauts d'esprit qui déparent notre misérable époque de petits hommes et de petits événements, a bien décidement mis de côté cette vive sympathie qui avait, durant dix-huit années d'exil, attenué les douleurs de l'émigration polonaise.

Je suis, pour ma part, un ardent adversaire de tous ceux qui voudraient eriger en principe nos agitations révolutionnaires. Mais en me plaçant même au point de vue conservateur, je souffre, lorsque je considère quels sentiments étroits la bourgeoisie porte dans toutes ses entreprises, et combien elle donne beau jeu, par son aveuglement, aux passions de ses adversaires. Le moyen en effet de vaincre le radicalisme en laissant aux radicaux le monopole de toutes les causes généreuses? Le moyen de refaire la morale publique en repoussant celle d'entre toutes les questions extérieures qui intéresse le plus la morale?

Durant une récente excursion en province, j'ai vu de près dans ce qu'ils ont d'irremédiable, les préjugés de la bourgeoisie; rien de plus âpre et de plus opiniâtre. Ce n'est pas que dans cet entêtement il y ait quelque volonté claire, quelque idée arrêtée de suivre en quoi que ce soit telle ou telle politique; mais il y a évidemment dans cette partie de la classe bourgeoise une recrudescence d'égoïsme, un progrès dans la peur de toute idée généreuse.

Cette crainte égoïste est-elle le sentiment du pays tout entier? Non, par bonheur.

Certes si j'avais une opinion à exprimer sur l'état des choses et les moyens de gouvernement en France, je serais bien éloigné de dire qu'il nous faille gouverner par en bas et que le peuple soit doué de quelque capacité gouvernementale. Il y a même toute une portion du vrai peuple contre laquelle je ne suis pas sans défiance, c'est la classe ouvrière des grandes villes qui placée dans des conditions sociales, peu naturelles, s'est éloignée par là même de la nature, et dont l'esprit blessé erre sans direction rassurante. Je n'aime pas plus les exagérations de la témérité que celles de peur. Mais entre les unes et les autres il y a encore en France un large et solide appui pour une politique de bon sens et d'énergie; ce point d'appui, je l'ai trouvé partout dans les campagnes. Autrefois le bruit des choses

politiques n'arrivait que lentement et par de longs détours jusqu'à l'oreille des paysans. Aujourd'hui ils reçoivent rapidement et directement le contre-coup de tout ce qui se produit d'émouvant dans le monde. Le paysan ne discute point d'une manière bien rationnelle les faits que la presse lui apporte chaque jour, tout comme aux classes lettrées; mais s'il ne raisonne pas savamment, il sent avec vivacité.

Je ne voudrais pas exalter trop le sentiment aux dépens de la raison. Je crois pourtant que les inspirations de l'un sont souvent plus droites et plus justes que les calculs de l'autre. Or, les paysans ont encore conservé un certain essor d'instinct et d'enthousiasme sur lequel une politique généreuse pourra toujours compter. On s'est souvent demandé quel pouvait être le vrai sens de l'élection de M. Louis-Bonaparte à la présidence de la République. De la part des paysans qui l'ont mise en avant et qui l ont décidée, c'était la poursuite d'un grand idéal dont le nom de Bonaparte est l'incarnation. Tout ce que l'empereur est supposé avoir voulu de bien-être et de grandeur pour la France, les paysans l'ont voulu pour la nouvelle République. Ils n'ont point inventé tel ou tel système, ils n'ont point formulé expressément tel ou tel vœu; ils ont pris le nom de l'homme qui représente le mieux, dans son éclat puissant, le génie de la France, et ils ont tracé aux hommes d'état leur conduite par ce trait de lumière.

Il est impossible d'interroger encore aujourd'hui l'homme des chaumières, sans retrouver toujours au fond de sa conscience le même sentiment. Avec quelle sympathie ces hommes ne prononcent-ils pas le nom de la Pologne à la suite du nom de son dernier roi! Fidèles aux traditions du patriotisme généreux qui conserve là son caractère simple et vrai, ils ne songent point, comme les populations laborieuses des grandes villes, à se faire de cette question une arme de parti. C'est encore la Pologne qu'ils réclament, sans arrière-pensée et tout simplement comme une alliée brillante et malheureuse de la France. Ils ne se doutent pas qu'on puisse mettre en avant ce glorieux nom de Pologne, pour couvrir le travail de propagande de telle ou telle doctrine. La bourgeoisie aurait-elle quelque chose à redire à ces vœux si honnêtes et si fermes? Non, les paysans, qui ne sont certes pas révolutionnaires, prouvent assez par leur politique d'instinct que la question de Pologne est tout-à-fait distincte de l'intérêt révolutionnaire.

Réjouissons-nous de ces lueurs de bon sens qui nous viennent des campagnes! Et comme l'esprit des populations rurales a un moment dominé le pays par l'élection si peu comprise du 10 décembre, espérons que ce même esprit saura peut-être bientôt inspirer au pays officiel quelques résolutions favorables aux grands intérêts slavo-polonais, délaissés par une bourgeoisie indigne de s'appeler Française.

X.

La Turquie et ses sujets chrétiens.

Un moment suprême est arrivé pour l'empire ottoman. Sa conduite, vis-à-vis de ses raïas, va décider s'il est capable de s'ouvrir une nouvelle existence, ou s'il achevera de s'ensevelir dans ses propres ruines. La chûte des Maghyars doit être, pour les Osmanlis, un avertissement terrible. La Hongrie est tombée par absence de fédéralisme et d'égalité politique entre ses nationalités diverses. Les prétentions de suprématie affectées par les Maghyars sur les Roumains et les Slaves, ont aveuglément tourné ceux-ci du côté de l'Autriche. Qu'en est-il résulté? une égale ruine des uns et des autres au profit de l'impérialisme et de la centralisation autrichienne. Les Slaves triomphant par l'épée voient leur nationalité et leur autonomie intérieure condamnées au même sort que celles de leurs anciens maîtres maghyars.

Placée dans une situation complétement analogue, la Turquie est menacée de la même solution. Comme l'ancienne Hongrie, la Turquie présente une race dominante de guerriers et de conquérants autour de laquelle se groupent, vaincus et tributaires, les premiers possesseurs du sol, Grecs, Slaves et Daco-Roumains. Ces trois nationalités, dont chacune est plus nombreuse à elle seule que tous les Osmanlis ensemble, ont droit à obtenir enfin leur égalisation politique complète vis-à-vis de leurs dominateurs. Le cabinet de Stambol peut retirer une haute leçon de l'exemple du cabinet de Vienne, et des promesses qu'il a faites, sans les tenir, il est vrai, mais du moins les a-t-il faites, aux Slaves, au moment de son plus grand péril en Italie et en Hongrie. Jusqu'en 1848, les deux cabinets autrichien et turc, issus tous deux de la conquête, avaient pu s'entendre ensemble contre le principe de race et de nationalité. Mais le plus grand ennemi de ce principe depuis 1815, M. de Metternich, une fois tombé, tout a dû changer de face dans les deux empires. La même solidarité qui avait auparavant uni les conquérants de Vienne et ceux du Bosphore contre leurs vaincus, a commencé à relier, dans une action commune, les vaincus des deux empires contre leurs dominateurs. Maintenant, les uns et les autres demandent à leurs cours respectives les mêmes garanties fédératives pour leurs nationalités. Si l'Autriche peut momentanément s'y refuser, appuyée qu'elle est par l'absolutisme russe, il n'en sera pas de même pour la Turquie, appuyée contre ses ennemis par les puissances libérales de France et d'Angleterre. La condition que ces puissances mettent à leur concours, ne peut être une condition d'oppression pour les peuples.

D'ailleurs, même en dehors des nécessités présentes, quiconque a étudié de ses yeux la Turquie ne peut que réclamer l'émancipation des races chrétiennes, comme le seul moyen de salut pour l'empire du Croissant. Partout en effet où les raïas continuent de gémir sous l'arbitraire des agas, une horrible anarchie paralyse l'activité publique et élève toujours plus haut le mur de haine qui sépare les opprimés et les oppresseurs. Là, au contraire, où des traités conciliateurs sont venus après de longues guerres rendre aux raïas

les droits civiques, la communauté d'intérêt fonde une alliance solide entre les chrétiens et les musulmans. Les trois principautés de Serbie, de Moldavie et de Valachie, et leurs rapports si amicaux avec la Porte, quand les menaces Russes ne les forcent pas à d'autres actes, sont une preuve éclatante de notre assertion. Quant aux sujets directs de la Porte en Bulgarie, ce qu'ils demandent est peu de chose. Ils désirent qu'on les débarrasse de leur clergé grec et de leur messe grecque, en leur accordant un clergé national et la messe en langue slavone, comme l'ont déjà les Serbes; qu'on les délivre des vexations des spahis, en donnant à leurs staréchines municipaux une plus large part dans l'administration de leurs provinces, dans la répartition de l'impôt, dans la surveillance des mesures de police et des travaux d'utilité publique. Ce que la Serbie réclame, c'est l'hérédité de son trône pour la dynastie populaire de Kara Georgevitj. En assurant la stabilité du pouvoir aux mains d'une famille vouée par tous ses souvenirs à l'hostilité contre la Russie, la Porte ne travaillerait-elle pas dans son propre intérêt? Les Roumains aussi eux réclament depuis longtemps la fusion de leurs deux principautés de Moldavie et de Valachie en un seul État, et l'installation à leur tête d'un prince unique, élu par la nation entière, d'accord avec la Porte, non plus pour la durée perfide de sept années, mais pour le temps que la nation fixera, en dehors de toute influence moscovite.

Toutes ces demandes sont on ne peut plus modérées. En y accédant, la Porte ne court aucun risque pour sa puissance, et elle peut se concilier des forces redoutables et augmenter son armée d'un effectif de cent cinquante mille auxiliaires slaves et roumains. En se refusant au contraire à toute réforme, la Porte s'aliénerait inévitablement la moitié de ses provinces européennes; elle ajouterait aux dangers de la guerre étrangère ceux de la guerre civile. Et bientôt lassés de soutenir à l'extérieur un gouvernement qui ne se soutient pas même au dedans contre ses propres sujets, les cabinets de Londres et de Paris, ne tarderaient pas, dans leur embarras, à souscrire le démembrement.

NOUVELLES.

Turquie. — On ne sait encore quelle réponse a obtenue l'insinuant Fuad-Effendi, expédié par le sultan à Pétersbourg, pour présenter, sous les couleurs les plus acceptables, le refus d'extradition. Contre ce refus, à Pétersbourg, comme à Vienne, on allègue l'usage ancien de toutes les puissances chrétiennes d'exercer, par leurs ambassades en Turquie, leur juridiction sur leurs sujets respectifs. Mais ce raisonnement spécieux n'est applicable qu'à des délits non politiques, et commis sur le territoire même de la Turquie. Il est bien évident que le sultan n'aura tort que s'il est le plus faible. On parle d'un général Bauch, envoyé à l'empereur Nicolas, par le cabinet prussien, pour essayer une médiation entre la Porte et la Russie. Mais l'entêtement du tsar s'oppose à toute transaction.

— Les Osmanlis font à Stambol de formidables préparatifs de défense. Nuit et jour on travaille à la réparation des remparts. Les efforts des fanariotes russophiles, pour faire insurger les raïas, ont heureusement échoué. La révolte de Samos a été réprimée; celle de la Bosnie seule se maintient encore. La vue des flottes combinées de France et d'Angleterre, paraît contrebalancer avec succès, chez les chrétiens grecs, arméniens et autres, la propagande moscovite. Grand nombre de Polonais arrivent pour s'enrôler comme instructeurs, dans l'armée Ottomane, qu'on évalue déjà, y compris la Landwehr, à 300 mille hommes.

— *Autriche.* — L'empereur d'Autriche ne se montre pas, à beaucoup près, aussi résolu que Nicolas à la guerre contre les Turcs. Le ministère se disloque, et le parti de l'union allemande y prend le dessus sur le parti de l'alliance russe. Mais toutes ces intrigues d'antichambre n'émanent en rien de l'opinion publique, silencieuse et muette d'horreur, depuis que les assassinats des cours martiales ont recommencé. A l'approche d'un archiduc, le peuple s'éloigne avec terreur et dégoût. Pourtant, Haynau trouve encore cette race sanguinaire des Habsbourg trop humaine. Dans sa soif de sang, ce tigre asiatique menace de donner sa démission et de quitter l'Autriche, parce que le cabinet lui a, dit-on, demandé de modérer son zèle. L'affront qu'il ne peut digérer, c'est qu'on ait fusillé le comte Batthyany, au lieu de le pendre, comme il l'avait ordonné.

En dépit de la haine des peuples, les capitalistes font au maintien de l'Autriche, des sacrifices immenses. On sait que les avances faites par la banque de Vienne, au gouvernement, se montent à plus de 500 millions de francs. Elle n'a plus en caisse que 27 millions de florins en monnaie sonnante; et la somme du papier émis par elle est à ce chiffre, comme 9 est à 1. Or, les statuts de la banque ne permettent que le rapport déjà assez tendu de 3 à 1. La banque est donc sous le coup d'un passif effrayant. Pour y remédier, le cabinet a eu recours à un nouvel emprunt qui, en quelques semaines, s'est trouvé entièrement couvert. Les seuls banquiers de Vienne, Rothschild, Sina, Eskelès et Steinmetz, ont souscrit pour 18 millions de florins. Les provinces et l'étranger ont fait monter le total des sommes déjà engagées à 70 millions de florins. Voilà donc le cabinet mis en mesure de poursuivre énergiquement le système qui lui a valu l'admiration des capitalistes.

— *Pays Illyro-Serbes.* — Les journaux croates renferment une protestation du patriarche Raïatchitj, contre la conduite de l'Autriche, dans la Voïevodie Serbe. « Notre nation Serbe, dit ce lugubre manifeste, n'a trouvé qu'un tombeau comme récompense de ses efforts surhumains, pour maintenir, en Hongrie, le drapeau de Habsbourg. Physiquement et moralement, notre peuple est mort. » Voilà ce que le premier dignitaire ecclésiastique, parmi les Slaves du Sud, est forcé de reconnaître, à la honte de l'Autriche. Voilà où ont conduit les antipathies entre Slave et Maghyar.

— Les amis musulmans du ban Ielatchitj obtiennent, en Bosnie, de grands avantages. Ils ont repoussé toutes les tentatives du visir de Travnik, pour débloquer la citadelle de Bihatch, qui est près de tomber en leur pouvoir. La Porte, elle-même, a ordonné à son visir de se replier sur Saraïevo, abandonnant le pays aux Ouskoks et à l'anarchie, dont elle espère mieux que de ses propres armes, pour le maintien de sa domination.

— *Pologne.* — En Poznanie, les patriotes développent, pour la défense de leurs droits, un admirable accord. Depuis que l'institution du jury a commencé à fonctionner à Pozen, il n'y a pas encore eu un seul procès politique qui n'ait donné pour conséquence un verdict d'acquittement. Les jurés allemands, et juifs eux-mêmes se montrent unanimes à prononcer dans ce cas la non-culpabilité.

— *Italie.* — Tout ce qu'on a tenté pour étouffer la liberté italienne se montre inutile. L'Autrichien n'a jamais été plus menacé, aux rives du Pô, qu'en ce moment. Les impôts doublés pour la durée de trois ans, les confiscations en masse, la bastonnade infligée publiquement aux femmes même, avec un luxe d'indécence inouï, même en Russie, ont porté au comble l'indignation de toutes les classes. La Toscane, les Légations, la Lombardie entière, ne sont plus qu'un immense volcan. Après avoir enfin accepté et signé une paix, qui l'oblige à payer, comme frais de guerre, 75 millions de francs à l'Autriche, le Piémont touche à une catastrophe intérieure, dont il ne se tirera qu'en se jetant de nouveau dans la lutte extérieure pour la cause générale italienne. A Naples et à Palerme, les agents anglais sèment l'or à pleines mains parmi les victimes du roi bombardeur. Ils vont jusqu'à menacer hautement de bombarder, à leur tour, les résidences du Bourbon. Naples, en effet, a l'inconvénient d'être toute maritime, et de pouvoir être sans difficulté réduite en cendres par trois ou quatre vaisseaux de ligne. Pour faire réussir son intervention sur le Bosphore contre la Russie, l'Angleterre a besoin d'un nouveau soulèvement de l'Italie contre l'Autriche : et le soulèvement paraît inévitable.

CYPRIEN ROBERT.

Montmartre. — Impr. Pilloy frères et comp., boulevard Pigale, 48.